

Italie, le MCE

Movimento di Cooperazione Educativa

Après la guerre et la période faciste, c'est lentement que l'Italie a pris contact avec la pensée de « l'École Nouvelle ». Le MCE, Movimento di Cooperazione Educativa est né en 1951, dans le sillage de la pensée pédagogique et sociale de Célestin et Elise Freinet.



Un peu d'histoire

Au lendemain de la guerre, alors qu'il fallait penser à la reconstruction, quelques maîtres parmi lesquels G. Tamagnini, A. Fantini, A. Pettini, E. Codignola et plus tard B. Ciari, et tant d'autres, s'unirent autour de l'idée de coopération solidaire.

L'Italie était restée isolée pendant la période fasciste dans une autarcie non seulement économique et technologique, mais aussi culturelle. Après guerre le pays s'ouvrit à la connaissance des « Ecoles nouvelles » et de John Dewey et ceci surtout grâce à Ernesto Codignola, professeur et éditeur, qui invita Freinet à Florence en 1950 et dont il publia deux articles dans sa toute nouvelle revue, « Ecole et ville ».

Mais cette initiative n'eut pas de suite et ce fut un maître de Fano, Giuseppe Tamagnini, qui, à la recherche d'une pratique didactique active se mit en contact en 1950-51 avec Freinet.

A l'automne 1951 naquit une première association de

« coopération éducative » et en novembre 1951, Tamagnini fonda à Fano avec l'aide de quelques instituteurs, la CTS (Coopérative de l'imprimerie à l'école) qui, en 1957, prit officiellement le nom de Movimento di Cooperazione Educativa. Le MCE maintiendra le contact avec Freinet jusque dans les années 60 par l'intermédiaire de Tamagnini.

Le mouvement italien se différenciera très vite du mouvement français et gagnera son autonomie par ses recherches très actives. Après une première phase d'application des « techniques Freinet » ce sera l'esprit de la pédagogie Freinet qui prévaudra sur les techniques. En 1968, après une dramatique rupture avec les pionniers du mouvement, le MCE privilégiera la pédagogie et mettra de côté l'aspect « Freinétien » de son travail. Il faudra arriver à la fin des années 80 pour constater un retour, même critique et réactualisé, aux véritables racines du mouvement.

Le MCE est présent dans de nombreuses villes et écoles d'Italie.



Organisation du MCE

Le mouvement est organisé localement en groupes régionaux et en groupes territoriaux. A l'échelon national, outre la direction nationale (secrétariat et coordination) et l'équipe rédactionnelle, il existe de très nombreux groupes de travail. La revue « Cooperazione educativa », née en 1951, est un instrument d'échange qui malgré les transformations sociales et culturelles, a toujours tenu à publier des articles rédigés par les enseignants et des éducateurs.

Le MCE est très préoccupé actuellement, tout comme de nombreux enseignants italiens, par la réforme de l'éducation, la réforme Moratti du nom de l'actuel ministre de l'éducation. Suite à de nombreuses manifestations, la réforme est au point mort.

Le MCE veille à apporter sa propre contribution à cette phase délicate en publiant une série de documents dans Cooperazione Educativa.

Sylvie Clerc

La privatisation de l'éducation

Toute ressemblance avec ce que nous voyons venir en France est hélas bien réelle. A l'époque où les hommes d'affaires entrent en protection politique, Giancarlo Cavinato témoigne de l'évolution de la politique d'éducation en Italie.

Dès les élections (mai 2001) l'alignement de centre-droit a déclaré vouloir effacer le monopole de l'État sur l'éducation. Les premiers choix du ministère de l'Instruction (qui ne s'appelle plus « éducation publique ») ont été d'abroger la loi de réforme des cycles que le gouvernement précédent avait mis en place pour donner à tous les mêmes chances, et pour maintenir l'obligation scolaire à 15 ans.

Les actions entreprises par le ministère affaiblissent l'école publique en faveur de l'école privée qui obtient des subventions jusqu'alors réservées aux processus innovants : autonomie scolaire, intégration d'enfants étrangers, étude des langues, éducation musicale, éducation scientifique...



Le No Futur du néolibéralisme

Mais il y a quelque chose qui va bien au delà de la sympathie pour les écoles privées. C'est l'idéologie néo-libérale qui caractérise les gouvernements du monde occidental, que ce soit aux USA, en Angleterre, en Italie...

Noam Chomsky, repris par la revue du Mouvement Freinet d'Espagne écrit que l'on veut mettre le

mot « fin », à l'idée que l'on puisse se soucier de l'autre. « [...] *la pensée néo-libérale dominante s'occupe de limiter ses propres soucis, de privatiser ses aspirations personnelles. C'est le pouvoir privé qui dirigera les choix, les gens devront se subordonner totalement à ces choix. Il faut détruire les notions « subversives » telles que le soutien réciproque, la solidarité, l'empathie, le souci de l'autre... »*

Le but est de privatiser l'ensemble des pratiques éducatives, en donnant aux familles l'impression de choisir librement le futur de leurs enfants, en laissant croire que chacun peut bâtir son projet de vie et que les « meilleurs » peuvent réussir en éliminant les obstacles constitués par les « moins-capables ». C'est une idée qui trouve son origine dans un spiritualisme traditionnel et, en même temps, dans une sorte de darwinisme évolutionniste.

La famille et l'enfant, d'après ce schéma, deviennent des « clients », selon le modèle inspiré du fonctionnement de l'entreprise, utilisé pour juger de la « qualité » de l'institution scolaire, de sa position sur le marché.

De cette école, les principes fondamentaux auxquels nous sommes attachés sont exclus.

Dès l'école primaire, un instituteur doté de la fonction de tuteur pourra décider des différents parcours pour chaque élève. Finalement, des jeunes qui ne seront pas suffisamment motivés pour des activités symboliques et intellectuelles, pourront suivre des activités plus « simples » avec des instituteurs qui travailleront par groupes, ou par groupes de niveau ; ils ne partageront donc qu'une partie du temps scolaire avec leurs camarades. A douze ans, ils n'auront d'autres choix que la formation professionnelle gérée par la région, très souvent par des institutions religieuses.

Le MCE est présent dans les meetings, pour sensibiliser l'opinion publique et dénoncer les mensonges, contenus dans la loi de réforme et que les médias transmettent sans cesse pour convaincre du caractère positif de ces transformations qui ramèneront notre école publique au niveau des années 50.

Giancarlo Cavinato
MCE Venise